

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 26 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CHEVAL GRANULATS SA**

Quartier Mondy  
BP 84  
26300 BOURG DE PEAGE

Références : 20221013-RAP-DACA0848  
Code AIOT : 0003201834

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement CHEVAL GRANULATS SA implanté lieux-dits « Les Gorces » et « Les Morels » 26750 GENISSIEUX. L'inspection a été annoncée le 28/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEVAL GRANULATS SA
- Lieux-dits « Les Gorces » et « Les Morels » 26750 GENISSIEUX
- Code AIOT : 0003201834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de la société CHEVAL Granulats a été autorisée par l'arrêté du 20 avril 2021 pour une durée de 27 ans et une production maximale annuelle de 95 000 tonnes.

L'extraction n'a pas encore débuté et les travaux préparatoires sont en cours.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions préliminaires ;
- Travaux préliminaires (décapage, merlon, clôtures) ;
- Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées ;
- Garanties financières.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suite sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 6	/	Sans objet
2	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 8	/	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 17.2	/	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 19.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit informer la DDPP de la Drôme ainsi que le maire de Génissieux de la mise en service de la carrière.

Avant de débiter l'exploitation, l'exploitant devra informer l'inspection de la réalisation des dispositions préliminaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant de débiter l'exploitation au titre du présent arrêté, l'exploitant doit : - réaliser les travaux mentionnés aux articles 5, 6.1 à 6.3 ; - faire connaître à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme (Guichet unique des ICPE) et au maire de la commune de Génissieux, la date de mise en service et la réalisation des travaux précités.
<b>Constats :</b> Les travaux d'extraction n'ont pas encore débuté. Le site a été partiellement décapé et les merlons périphériques ont été mis en place (coté route et champs). Le site est clôturé.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra informer l'inspection, la DDPP de la Drôme et le maire de Génissieux de la date de mise en service de l'exploitation et de la réalisation des travaux et dispositions préliminaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Décapage des terrains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Décapage des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux de décapage des sols se feront de manière progressive, au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Ils seront réalisés entre mi-octobre et fin février afin de limiter les incidences sur la faune. Les terres végétales et les autres matériaux stockés (merlons en périphérie) seront réutilisés lors de la remise en état.
<b>Constats :</b> Une partie de la carrière a été décapée et les terres de découverte stockés dans les merlons périphériques.  L'exploitant a indiqué que le décapage a été réalisé début 2022 conformément aux périodes prescrites dans l'arrêté d'autorisation (entre mi-octobre et fin février).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 17.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> Un plan de gestion des déchets d'extraction a été réalisé dans le cadre du dossier de demande d'autorisation déposé en 2020.  Les principaux déchets d'extraction concernés sont : la terre végétale qui a été décapée, les stériles de découverte et les stériles de production et de traitement (environ 15 % des matériaux extraits).  Ces déchets sont stockés au Nord de la carrière ou dans les merlons périphériques. Ils seront réutilisés pour la remise en état de la carrière.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan de gestion des déchets d'extraction doit être révisé tous les 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Périodicité montant
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'entreprendre les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir à la DREAL – Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2021 modifié.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection un acte de cautionnement valable du 21 avril 2021 jusqu'au 20 avril 2026 d'un montant de 84 494 €.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet